

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

N° 25/AOR/35

**ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, RELATIONS PRESSE ET
INFLUENCES PILOTÉS PAR L'UCANSS POUR LA MARQUE
SÉCURITÉ SOCIALE**

LOT 2

RELATIONS PRESSE ET RELAIS INFLUENCE

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Le marché consiste en la sélection d'une agence dédiée à la gestion de l'ensemble des relations presse (RP) et relais d'influence de l'UCANSS pour son compte et celui de la Sécurité sociale.

1.2 Parties contractantes

Les parties contractantes de l'accord-cadre sont :

- d'une part : l'UCANSS, en charge de la passation de l'accord-cadre et des bons de commande, représentée par sa Directrice, Madame Isabelle BERTIN, ou en cas d'absence ou empêchement, Monsieur Jean-Charles GILLET, Directeur délégué ;
- d'autre part : le prestataire de services désigné dans le présent C.C.A.P. par l'expression « le titulaire ».

ARTICLE 2 – PROCEDURE ET CADRE JURIDIQUE

La procédure de consultation utilisée est l'appel d'offres restreint, en application des dispositions des articles L 2124-2 et R 2124-2-2° du Code de la commande publique.

En application de l'article L 2125-1 du Code de la commande publique, la technique d'achat choisie est l'accord-cadre. L'accord-cadre est mono-attributaire et à bons de commande au sens des articles R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code la commande publique.

Il est conclu avec un montant maximum, conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique. Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé à 450 000 € HT sur la durée totale du marché reconductions comprises (soit 4 ans).

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification matérialisée par la date de réception électronique de la copie de l'accord-cadre adressée au Titulaire.

A sa date anniversaire, il pourra être reconduit trois fois annuellement par tacite reconduction.

Dans la mesure où l'UCANSS ne souhaiterait pas reconduire le marché, elle devra en informer par lettre recommandée avec accusé de réception le Titulaire deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le Titulaire de l'accord-cadre ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, l'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- Pièces particulières :
 - l'ATTRI1 (acte d'engagement) et son annexe le bordereau de prix – onglet 2 : le Détail Quantitatif estimatif - non contractuel ;
 - le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
 - l'offre technique du titulaire.
- Pièces générales :
 - le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.) issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

Les dérogations au C.C.A.G.-P.I., sont précisées dans le dernier article du présent C.C.A.P.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 – MODALITÉS D'ORGANISATION DU PROJET

5.1 Mise en place du projet et du calendrier

Après notification du marché, une réunion de lancement aura lieu à l'UCANSS.

A cette occasion, l'UCANSS rappellera les modalités d'organisation du projet et les parties s'accorderont sur le calendrier précis d'exécution de la mission, le planning des réunions mensuelles et les délais d'exécution des prestations.

5.2 Organisation du projet au niveau de l'UCANSS

La structure du pilotage est définie au C.C.T.P.

5.3 Organisation du projet au niveau du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un chef de projet pour piloter et coordonner le projet. Ce chef de projet aura la responsabilité de centraliser la mission auprès de l'UCANSS.

La bonne exécution des prestations dépendant du chef de projet qui se trouve nommément désigné, l'UCANSS peut demander, à tout moment, sur décision motivée le remplacement de celui-ci. Par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire doit alors procéder à son remplacement dans un délai de 3 jours calendaires à compter de la date de prise de décision.

Sauf cas de force majeure, en cas de changement du chef de projet, le titulaire en informe l'UCANSS avant cessation de ses fonctions moyennant un préavis de quinze jours.

Tout remplacement du chef de projet s'effectue à compétence équivalente ou supérieure. La notion d'équivalence inclut l'expérience dans le domaine concerné. Le remplacement du chef de projet ne pourra avoir lieu qu'avec l'accord express de l'UCANSS.

5.4 Remplacement du personnel affecté à la réalisation de la prestation

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution des prestations. Ainsi les prix et les délais d'exécution ne peuvent être modifiés.

En cas d'indisponibilité, d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le titulaire doit impérativement et immédiatement en aviser l'UCANSS et prendre toutes les dispositions nécessaires pour le remplacer afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

5.5 Statut du personnel du titulaire

Le titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnels extérieurs qu'il estime devoir rémunérer, dans le cadre du présent accord-cadre.

Il est expressément entendu que les agents du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et demeurent placés sous son autorité même si les interventions sont exécutées sur le site de l'organisme.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du titulaire.

Le titulaire est tenu au respect des règles d'hygiène et de sécurité ainsi qu'à l'information complète de son personnel concernant lesdites normes visées dans le règlement intérieur applicable dans les locaux de l'organisme.

Le personnel du titulaire devra se conformer aux horaires en vigueur sur les sites de l'organisme.

ARTICLE 6 – PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues sont :

1. Conseil et stratégie RP

- Etablir une stratégie pluriannuelle de RP.
- Poser les bases nécessaires à sa réalisation : messages clés, porte-parolat, temps forts...
- Identifier les temps forts de communication pertinents.

2. Plan RP spécifique

- Définir une stratégie de relations presse adaptée aux objectifs et aux cibles (brief).
- Assurer une veille quotidienne ou périodique sur les retombées médiatiques.

- Fournir des bilans qualitatifs et quantitatifs des actions de RP et d'influence.
- Recommander des axes d'amélioration.

3. Contenus et rencontres presse

- Élaborer et diffuser des contenus pour la presse (communiqués et dossiers de presse, tribune...)
- Assurer le relai auprès des journalistes et rédactions (suivi, relances, gestion des demandes entrantes).
- Organiser des conférences ou points presse si nécessaire.

4. Media training et préparation d'interview

- Former les porte-paroles à la prise de parole médiatique.
- Outiller les porte-parole pour faciliter leur interview ou rencontre avec un journaliste (note d'informations)

5. Actions d'influence

- Identifier et mobiliser des relais d'opinion différents.
- Mettre en place des partenariats éditoriaux avec des médias ou acteurs de référence.

Les prestations sont détaillées au CCTP.

ARTICLE 7 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Chaque prestation définie à l'article 5.1 du présent CCAP donnera lieu à l'émission d'un bon de commande individualisé.

Chaque bon de commande précisera :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- l'intitulé précis de la prestation à réaliser et du ou des livrables associés ;
- la date de remise du ou des livrables attendus ;
- le montant H.T et TTC des prestations ;
- le taux de TVA appliqué.

ARTICLE 8 – VALIDATION DES PRESTATIONS

Les livrables attendus sont définis au CCTP.

8.1 Opérations de vérifications et d'admission des livrables

Le titulaire remettra à l'UCANSS pour validation les livrables définis pour chacune des prestations.

Les prestations attendues et livrables associés feront l'objet d'une validation par l'équipe projet lors de chaque point mensuel.

Par dérogation aux articles 28.2 et 29.1 du C.C.A.G.-P.I., l'UCANSS dispose d'un délai de 10 jours pour procéder aux vérifications des prestations attendues et notifier sa décision quant à leur admission.

Par dérogation, aux articles 29.2 et 29.3 du C.C.A.G.-P.I., les délais impartis au titulaire sont de 3 jours.

La validation emporte transfert de propriété de l'ensemble des travaux rendus.

8.2 Vérification périodique de l'exécution des prestations

Tout au long de l'exécution de sa prestation, le titulaire participera et rendra compte de l'avancée de ses travaux à la structure de pilotage du projet au cours de réunions mensuelles de reporting.

ARTICLE 9 – PRIX

Les prix sont mixtes : forfaitaires ou unitaires selon les prestations réalisées.

Les prix stipulés en euros sont ceux figurant dans le Tableau d'Offre de Prix.

Le taux de T.V.A. en vigueur est celui à la date du fait générateur.

Les prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution de sa prestation. Ils incluent notamment les frais de livraison des livrables, des communications téléphoniques émanant du personnel du titulaire et d'une manière plus générale de tous les frais occasionnés par l'exécution des prestations.

Les prix sont fermes et définitifs au titre de la première année.

Les prix sont révisables ensuite à la date anniversaire de la notification du marché. Les prix résultant de la révision seront appliqués à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du C.C.A.G.-P.I., les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois M0 : mois de remise des offres.

Les prix sont révisés selon la formule suivante :

$$P = P0 (0,2 + 0,8 S/S0)$$

P = Prix révisé

P0 = Prix indiqué dans le Bordereau de Prix.

S0 = indice Syntec du mois M0 correspondant au mois de remise des offres, publié au BOCCRF.

S = indice Syntec du mois au cours duquel la révision des prix sera appliquée. Cet indice est publié par la Fédération professionnelle SYNTEC.

ARTICLE 10 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

10.1 Périodicité et modalités de transmission de la facturation

Le Titulaire présentera mensuellement sa facturation reprenant les prestations réalisées attendues et livrables validés par l'équipe projet lors de chaque point mensuel.

Le Titulaire a le choix entre trois modes de transmission des factures :

1. Mode portail : le Titulaire peut utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

2. Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro tel que le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3. Mode EDI (Échange de données informatisées)

Le Titulaire peut envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Les factures dématérialisées comportent impérativement les références de l'accord-cadre, du bon de commande et le numéro SIRET de l'organisme bénéficiaire émetteur du bon de commande.

10.2. Présentation des demandes de paiement

Les factures mensuelles seront établies par le titulaire en un original et un duplicata et adressées à :

UCANSS
Service des Ressources Budgétaires (SRB)
Immeuble le Digital
6 rue Elsa Triolet
93 100 Montreuil

Les factures sont émises par le titulaire une fois la réception des prestations commandées intervenue dans les conditions prévues à l'article « Vérification et admission des prestations » du présent C.C.A.P.

Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre et du bon de commande ;
- l'intitulé précis et le détail des prestations et livrables réalisées ;
- la période (mensuelle) considérée ;
- le montant H.T et TTC des prestations ;
- le numéro d'identification de TVA du titulaire ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- la date de facturation ;
- La date d'échéance du règlement.

La première facture devra être accompagnée d'un RIB ou d'un RIP original.

10.3. Modalités de paiement

Conformément à l'article L 2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue à l'accord-cadre ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R 2192-31 à 36 du Code de la commande publique.

En application de l'article D 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Conformément à l'article R 2192-31 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En application de l'article R 2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est la Directrice de l'UCANSS.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur comptable et financier de l'UCANSS.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'Acte d'Engagement (ATTRI 1).

ARTICLE 11 – AVANCE ET ACOMPTÉ

11.1 Demande d'avance

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, l'avance est égale à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois.

Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une PME, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre de règlement partiel définitif ou de solde.

Lorsque le montant de l'avance est inférieur à 80 % du montant calculé, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur.

11.2 Demande d'acompte

Le régime des acomptes est régi par les dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut présenter tous les trois mois, une demande d'acompte correspondant à la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

A cet effet, le titulaire fait parvenir à l'Ucanss une demande d'acompte précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution de l'accord-cadre, accompagnée d'une documentation justifiant de l'état d'avancement des prestations (comptes rendus, liste des livrables, validations intermédiaires...).

Le titulaire doit mentionner sur ses demandes d'acompte :

- le numéro de l'accord-cadre ;
- l'objet de l'accord-cadre ;
- les prestations et les livrables ou partie des livrables concernés par les acomptes ;
- le numéro du bon de commande correspondant.

Les demandes d'acompte sont adressées au Service Budget de l'UCANSS.

ARTICLE 12 – RETENUE DE GARANTIE

il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

ARTICLE 13 – PÉNALITÉS

L'application de pénalités est notifiée par l'UCANSS au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine à la décision, et ce sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont réglées par précompte sur les sommes dues au titulaire au titre de l'exécution des prestations ou par ordre de recette émis par l'UCANSS.

Le décompte des pénalités est notifié par l'UCANSS au titulaire qui peut présenter ses observations à l'UCANSS dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de ce décompte.

Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les délais contractuels d'exécution seront visés dans les bons de commande adressés au titulaire.

13.1 Pénalités de retard imputable au titulaire

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-P.I., en cas de dépassement des délais d'exécution fixés lors de la réunion de lancement et visés dans les bons de commande, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard qui seront calculées suivant la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité journalière de retard.

V = le montant (hors T.V.A.) forfaitaire total de la prestation concernée, y compris dans l'hypothèse où le retard ne concernerait qu'une partie de ladite prestation.

R = le nombre de jours calendaires de retard arrêté par l'UCANSS.

Le montant des pénalités de retard s'impute sur le règlement de la facture adressée par le titulaire au pouvoir adjudicateur.

13.2 Application des pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par l'UCANSS au titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre de l'accord-cadre est égal à 500 € par manquement.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

13.3 Méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles

En application de l'article 5.2.3 du C.C.A.G.-P.I., la méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, entraîne l'application d'une pénalité de 500 euros pour chaque manquement constaté.

13.4 Retard imputable à l'UCANSS

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'UCANSS, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable à l'UCANSS, sera constaté dans une attestation établie par l'Ordonnateur de l'UCANSS, laquelle :

- indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel et reconnaîtra que le retard lui est imputable ;
- définira la durée de la prolongation du délai contractuel nécessaire.

ARTICLE 14 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

14.1 Propriété intellectuelle

Les droits de propriété intellectuelle relatifs au présent marché sont réglementés par l'article 35 du C.C.A.G.-P.I. aux termes duquel :

« Le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché. [...]

La présente cession est consentie à l'acheteur à titre non exclusif, afin d'accorder au titulaire le droit d'exploiter les résultats conformément à l'article 35.3 ».

Par résultats, sont entendus notamment et de façon non limitative :

- l'ensemble des livrables attendus au titre du marché,
- l'ensemble des documents intermédiaires, et ce, quel que soit le support sur lequel ils sont adressés à l'UCANSS et quel qu'en soit le mode de transmission.

Le versement des rémunérations dues aux auteurs, collaborateurs dont le titulaire s'est assuré la participation demeurent à sa charge exclusive.

14.2. Connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies par l'article 34 du C.C.A.G.-P.I.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats ; le titulaire autorise l'Ucanss à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

L'Ucanss n'est pas autorisée à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

14.3 Garanties

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés. Notamment, il garantit qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des résultats cédés et qu'il n'a concédé sur les résultats aucun droit au profit d'un tiers.

En cas de revendication de tiers portant sur les droits de propriété intellectuelle cédés au pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à la faire cesser.

ARTICLE 15 – DROIT À L'IMAGE

La diffusion de l'image de toute personne est soumise à son autorisation préalable. Il appartiendra au titulaire d'obtenir les autorisations relatives au droit à l'image des personnes choisies pour être filmées. L'autorisation sera nécessaire :

- quel que soit le lieu public ou privé de la prise de vue ;
- quel que soit le mode de diffusion ;
- quel que soit le nombre de personnes présentes sur la photo ;
- que le visage soit reconnaissable ou non.

L'autorisation devra être recueillie par écrit et devra prévoir de manière précise le contexte et le support d'utilisation de l'image.

ARTICLE 16 – MODIFICATIONS DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

16.1 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R 2194-7 du Code de la Commande Publique, le présent accord cadre pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

2° modifier l'équilibre économique du marché en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;

3° modifier considérablement l'objet du marché ;

4° avoir pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R. 2194-6.

Cette clause de réexamen sera mise en œuvre par une simple décision du pouvoir adjudicateur adressée par mail.

16.2 Objet des clauses de réexamen

Ces clauses de réexamen pourront porter : sur la date de terme estimée du marché, le calendrier d'exécution du marché défini lors de la réunion de lancement, les prestations attendues et livrables associés prévus dans chacune des parties techniques.

Terme du marché : en cas de retard dans l'exécution des prestations, la date initiale estimée de terme du marché pourra faire l'objet d'une prolongation sans que cela affecte l'équilibre économique du marché.

Les prestations attendues et livrables associés ne pourront être modifiés dans leur objet et dans leurs prix. Seules les dates de notification des bons de commande et de remise des livrables pourront faire l'objet de modifications sans que cela affecte leur bonne réalisation.

Le calendrier de réalisation du marché défini lors de la réunion de lancement pourra être modifié sans que cela affecte la bonne réalisation des prestations.

ARTICLE 17 – CONFIDENTIALITÉ

Il est fait application de l'article 5.1 du C.C.A.G.-P.I.

En outre, le titulaire s'engage à ne pas utiliser les communications de toute nature concernant l'UCANSS à d'autres fins que celles relatives à l'exécution de l'accord-cadre et à les maintenir confidentielles.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information susceptible de permettre à des tiers de connaître directement ou indirectement le détail des prestations demandées par l'UCANSS.

Cette obligation devra être respectée pendant toute la durée de l'accord-cadre et sans limitation de durée après son expiration.

ARTICLE 18 – OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire a un devoir de conseil, de recommandations et de mise en garde de l'UCANSS concernant l'ensemble des prestations de l'accord-cadre.

Les conseils, mises en garde et recommandations devront être formulés par écrit dans les documents remis à l'UCANSS lors de l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 19 – SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES

Cet article complète les dispositions prévues à l'article 5.2.3 du C.C.A.G.-P.I.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Pour l'exécution des prestations, objet du présent marché, le Titulaire, en sa qualité de sous-traitant s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour les finalités des prestations définies au chapitre 5 du CCTP.
2. Traiter les données (notamment des images vidéo et photographies des personnes identifiées par l'UCANSS) conformément aux instructions documentées de l'UCANSS. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'UCANSS. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'UCANSS de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.

4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du marché :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. Prendre en compte, s'agissant des outils, produits, applications ou services, utilisés pour la réalisation du marché, les principes de protection des données dès la conception et par défaut.

6. Droits d'informations des personnes concernées.

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise.

La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'UCANSS avant la collecte de données.

7. Exercice des droits des personnes.

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'UCANSS et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la prestation prévue par le présent marché.

8. Notification des violations de données à caractère personnel.

Le Titulaire notifie à l'UCANSS tout incident de sécurité impactant les données qu'il traite dans le cadre des prestations qui lui ont été confiées. Cette notification intervient dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, dans un délai maximum de 48 heures ouvrables après en avoir eu connaissance par email à l'adresse suivante : dpo@ucanss.fr.

Cette notification est accompagnée de toute information utile pour permettre à l'UCANSS de qualifier l'incident de violation de données au sens de l'article 4.12 du RGPD et, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente au titre de l'article 33 du RGPD, voire de la communiquer aux personnes concernées au titre de l'article 34 du RGPD.

Cette notification contient au moins les informations suivantes :

- la description de l'incident de sécurité : nature, portée, catégories et nombre approximatif d'enregistrements de données personnelles concernées, catégories et nombre approximatif de personnes concernées, temporalité, conséquences ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel les informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des mesures prises, engagées, envisagées ou proposées pour remédier à l'incident de sécurité, y compris, le cas échéant les mesures pour atténuer les éventuels effets négatifs pour les personnes concernées.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, le Titulaire peut les communiquer de manière échelonnée, sans délai injustifié. Il en informe l'UCANSS en lui indiquant des raisons pour lesquelles la totalité des informations ne peuvent être communiquées dans ce délai.

Le Titulaire s'engage à coopérer pleinement, à ses frais, avec l'UCANSS afin de l'aider dans la gestion de cette situation et notamment en :

- l'aidant à la conduite des investigations sur l'incident de sécurité ;
- fournissant au responsable de traitement ou au tiers indépendant qu'il a désigné, un accès physique aux installations et opérations concernées ;
- organisant des entretiens entre le personnel du responsable de traitement et son propre personnel ;
- fournissant tous les registres, journaux, dossiers, communications de données et autres documents pertinents nécessaires pour se conformer à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, aux codes de conduite auxquels il aurait adhéré.

Le Titulaire s'engage à ne pas informer les tiers, y compris les personnes concernées, à l'exception des autorités de contrôle, de tout incident de sécurité ou de toute violation de données traitées dans le cadre de l'exécution des prestations du marché, sans avoir obtenu le consentement préalable et écrit de l'UCANSS.

Le Titulaire reconnaît que l'UCANSS est seule habilitée :

- à déterminer si l'incident de sécurité constitue ou non une violation de données à caractère personnel ;
- à décider si cette violation doit ou non être notifiée à l'autorité de contrôle, voire communiquée aux personnes concernées ;
- à formaliser le contenu de ladite notification ;
- à réaliser la notification proprement dite à la CNIL.

Lorsque l'UCANSS est dans l'obligation de communiquer la violation de données à caractère personnel aux personnes concernées, le Titulaire prend en charge les frais liés à cette communication si la violation est survenue à cause d'un manquement du Titulaire aux obligations prévues par la présente et au RGPD.

Suite à une éventuelle violation de données, le Titulaire assiste l'UCANSS pour répondre à toute enquête ou demande émanant d'une autorité de contrôle, voire à toute plainte formulée par une personne concernée ou par un regroupement de celles-ci.

9. Collaboration du Titulaire

Le Titulaire aide l'UCANSS pour la réalisation :

- d'analyses d'impact relatif à la protection des données ;
- de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

10. Mesures de sécurité.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services mis en œuvre pour les traitements relatifs aux données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité des données à caractère personnel.

Le Titulaire s'engage à fournir une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

11. Désignation d'un Délégué de Protection des Données (DPO).

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'UCANSS le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données, s'il en a désigné conformément à l'article 37 du règlement européen.

12. Registre des catégories d'activités de traitement.

Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'UCANSS comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement de l'UCANSS pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données de l'UCANSS ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement.

13. Audits et vérifications

A la demande de l'Ucanss, le titulaire devra établir une attestation ou transmettre toute information utile pour démontrer que les règles prévues par le CCAP, et de manière générale ses obligations en matière de données à caractère personnel ont bien été respectées. L'UCANSS se réserve le droit de procéder à des inspections et audits qui lui paraissent utiles pour constater le respect des obligations précitées, et notamment en procédant à un audit de sécurité auprès du titulaire, y compris en ayant recours à un tiers soumis à un engagement approprié de confidentialité. L'Ucanss et le titulaire définiront au sein d'un accord distinct, le périmètre et le calendrier de l'audit, les mesures de sécurité et de confidentialité appropriées, préalablement à son déroulement, ainsi que les modalités éventuelles de partage des frais.

14. Conservation des données.

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'UCANSS.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

15. Obligations du responsable de traitement de l'UCANSS.

L'UCANSS s'engage à :

1. fournir au Titulaire les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation des prestations, objet du marché ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant les traitements des données à caractère personnel par le Titulaire ;
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du marché, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
4. superviser les traitements de données à caractère personnel.

ARTICLE 20 – CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur (UCANSS), les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

20.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

20.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'UCANSS sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société devra apporter la preuve qu'elle peut assurer la continuité du marché.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

L'UCANSS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique

ARTICLE 21 – DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

Si le titulaire envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre il devra en faire la demande à la Directrice de l'UCANSS conformément aux dispositions des articles R. 2193-4 et suivants du Code de la commande publique.

La sous-traitance de certaines parties de l'accord-cadre est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la Directrice de l'UCANSS et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord-cadre sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre vis-à-vis de l'UCANSS.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dispositions applicables aux sous-traitants :

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C., le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'UCANSS, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'UCANSS au titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'UCANSS au Service des Ressources Budgétaires accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'UCANSS.

En cas d'accord, le titulaire de l'accord-cadre joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance. Il reprend dans la facture qu'il adresse à l'UCANSS pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'UCANSS procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'UCANSS de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'UCANSS de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'UCANSS informe le titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 22 – RÉGULARITÉ DE LA SITUATION SOCIALE ET FISCALE : DISPOSITIF DE VIGILANCE

En vertu des articles R 2143-7 à R 2143-10 du Code de la commande publique, il sera demandé au Titulaire, de remettre à l'UCANSS tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes de sécurité sociale attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière sociale et qu'il a acquitté les cotisations sociales exigibles. La liste de ces cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou

cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ».

- Le numéro unique d'identification INSEE (ou SIREN) à jour. Si l'UCANS se trouve dans l'impossibilité technique d'accéder aux données nécessaires en utilisant ce numéro, le Titulaire communique un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel il est inscrit.

- La pièce mentionnée aux articles D 8254-2 à D 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L 5221-1, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

- Le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R 1263-12 et D 8222-7 du Code du travail.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du Titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme bénéficiaire professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le Titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par e-attestation, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

À défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire. Ainsi, l'UCANSS pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire en application de l'article 27 du C.C.A.G.-P.I.

ARTICLE 23 – ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

23.1. Assurance

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en cause et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir. Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du pouvoir adjudicateur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

L'Ucanss se réserve le droit de demander au titulaire, une attestation d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité pour ces éventuels dommages.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur le demande, le titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

Dans le cadre de son activité, le titulaire doit être en mesure de fournir les documents relatifs aux garanties financières (article L 1251-49 du Code du travail) en cas de demande du pouvoir adjudicateur.

23.2. Responsabilité

Les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens de l'UCANSS par le titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Il garantit l'UCANSS contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

ARTICLE 24 – CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur (UCANSS), les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

24.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

24.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'UCANSS sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société devra apporter la preuve qu'elle peut assurer la continuité du marché.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

L'UCANSS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L 2141-1 à L 2141-5 et L 2141-7 à L 2141-11 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 25 – RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées au chapitre 7 du C.C.A.G.-P.I.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2142-3 à R 2142-4, R 2143-3 à R 2143-4 et R 2143-16 Code de la Commande Publique et de l'article L2195-1 à L2195-6 Code de la Commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du Travail, il est fait application des conditions suivantes de résiliation.

Une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution de vingt jours ouvrés, est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, le marché public est résilié par l'UCANSS, aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par une entreprise tierce à l'exécution des prestations inachevées prévues par le marché public. Dans ce cas, l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de la passation d'un marché public de substitution est à la charge du titulaire selon l'article 36.1 du C.C.A.G.-P.I.

En outre, l'UCANSS pourra résilier le marché public aux torts du titulaire à tout moment et sans indemnité, si les prestations réalisées s'avéraient différentes des prestations définies dans l'offre du titulaire, par décision du pouvoir adjudicateur avec date d'effet, envoyée par email précédée d'une mise en demeure.

En cas de cessation des relations contractuelles pour quelque cause que ce soit, le titulaire restitue à l'UCANSS, dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de cessation, l'ensemble des éléments qui lui ont été remis dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

La restitution s'effectue par la mise à disposition des éléments notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 26 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-35 à R. 2191-62 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Comptable et Financier de l'Ucanss ou son représentant habilité.

ARTICLE 27 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, des pénalités d'un montant égal à 5 % du montant hors taxes du marché (montant consommé par l'organisme) lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

L'UCANSS informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'UCANSS la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'UCANSS transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informerait d'une absence de réponse.

À défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'UCANSS, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par le marché ou résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 28 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de Procédure Civile.

Si les parties décident de ne pas recourir à l'arbitrage, les tribunaux judiciaires seront seuls compétents.

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution de l'accord-cadre est le Tribunal judiciaire de Paris.

Si le titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 29 – DROIT ET LANGUE

La loi française est seul applicable au présent accord-cadre.

Tous les rapports, documentations, correspondances et notifications de toute nature relatif au présent accord-cadre doivent être rédigés en français et sous format électronique.

ARTICLE 30 – PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre de la présente consultation dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

ARTICLE 31 - DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-P.I.

Les dérogations au C.C.A.G.-PI sont les suivantes :

Article du C.C.A.P.	Dérogation au C.C.A.G.-P.I.	Objet de la dérogation
Article 4	Article 4	Ordre des pièces contractuelles
Article 8-1	Articles 26.2, 27.1, 27.2 et 27.3	Opérations de vérifications et d'admission des prestations
Article 9	Article 10.2.4	Révision des prix
Article 13	Article 14	Pénalités
Article 14	Article 25	Régime des droits de propriété intellectuelle - Droits cédés
Article 17	Article 5	Confidentialité
Article 28	Article 45.3	Litiges